



Nations Unies

# Conseil de sécurité

## CS/9578

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

### Conseil de sécurité

6072<sup>e</sup> séance – après-midi

**CONSEIL DE SÉCURITÉ: DE RETOUR DU MOYEN-ORIENT, BAN KI-MOON**  
**DEMANDE QUE LES DÉCLARATIONS UNILATÉRALES**  
**DE CESSEZ-LE-FEU SOIENT TRANSFORMÉES EN UN ACCORD DURABLE**

« Si les semaines passées, marquées par la violence, ne sont pas rapidement suivies d'une action politique vigoureuse, le Moyen-Orient s'exposera à des risques de polarisation et à de nouvelles frustrations », a prévenu, cet après-midi, le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, venu informer le Conseil de sécurité des résultats de sa tournée dans la région, où il s'est rendu pour contribuer à mettre fin à la crise dans la bande de Gaza et le sud d'Israël.

Le Secrétaire général a dû s'excuser en raison d'une extinction de voix et prier son Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, M. B. Lynn Pascoe, de poursuivre la présentation. M. Ban, qui s'était rendu, du 14 au 20 janvier, en Égypte, en Jordanie, en Israël, dans le Territoire palestinien occupé, en Turquie, au Liban et en Syrie, a adressé à Israël et au Hamas un message clair: « les violences doivent cesser et la résolution 1860 du Conseil de sécurité, adoptée une semaine plus tôt, doit être mise en œuvre ».

S'efforçant de maximiser la coordination des efforts diplomatiques, il a tout particulièrement salué le leadership du Président égyptien Hosni Moubarak pour mettre fin à la crise. Les combats ont finalement cessé avec les déclarations unilatérales de cessez-le-feu et, aujourd'hui, avec le retrait des troupes israéliennes. Mais les conditions demeurent fragiles, a relevé le Secrétaire général.

« Ces déclarations unilatérales de cessez-le-feu doivent se traduire en un arrangement durable afin de prévenir le trafic illicite d'armes et de munitions et veiller à la réouverture des points de passage vers Gaza sur la base de l'Accord de 2005 sur le mouvement et l'accès conclu par l'Autorité palestinienne et Israël, comme le prévoit la résolution 1860 », a expliqué le Secrétaire général.

Au cours de ses déplacements, il s'est non seulement entretenu avec les Chefs d'État et de Gouvernements des pays de la région et au-delà, mais s'est aussi rendu, hier, dans la ville de Gaza et celle de Sderot, en Israël, pour témoigner sa solidarité aux civils en détresse et au personnel de l'ONU déployé à Gaza.

M. Ban est revenu sur les attaques -qu'il a qualifiées de « scandaleuses »- perpétrées contre des locaux des Nations Unies à Gaza, en particulier celle au cours de laquelle le principal entrepôt de l'UNRWA a entièrement brûlé. Commise alors qu'il se trouvait en Israël, cette attaque a conduit le Secrétaire général à protester auprès des autorités israéliennes, qui l'ont assuré en retour que de tels incidents ne se produiraient plus.

« Pourtant, à peine deux jours plus tard, une nouvelle attaque a touché une école administrée par les Nations Unies qui servait de refuge à ceux qui ne pouvaient se cacher nulle part ailleurs, causant la mort de deux enfants», a déploré le Secrétaire général, qui a précisé qu'il avait demandé au Premier Ministre

israélien, M. Ehud Olmert, d'ouvrir une enquête minutieuse sur chacun de ces incidents. « Les responsables doivent être comptables de leurs actes », a-t-il affirmé.

Par ailleurs, le Secrétaire général a annoncé que dès demain, le Coordonnateur spécial du processus de paix au Moyen-Orient, M. Robert Serry, et le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, M. John Holmes, se rendront à Gaza pour entamer une évaluation des besoins immédiats sur le plan humanitaire.

M. Holmes et la Commissaire générale de l'UNRWA\*, Mme Karen AbuZayd, feront le point, la semaine prochaine au Conseil de sécurité, sur la situation humanitaire dans la bande de Gaza. Les Nations Unies, a ajouté le Secrétaire général, ont l'intention de lancer un appel humanitaire éclair dans les 10 jours qui suivront cette première mission d'évaluation.

En coordination étroite avec le Premier Ministre palestinien, M. Salam Fayyad, l'ONU œuvre également à l'élaboration de stratégies de relèvement rapide et à la réhabilitation des services de base, tout en prenant part aux réparations préliminaires des infrastructures endommagées, a poursuivi le Secrétaire général, qui a invité les pays donateurs à faire des contributions généreuses à cet égard.

Le défi humanitaire, a assuré le Secrétaire général, ne pourra être relevé que par une consultation et une coordination étroites entre les parties concernées : les Nations Unies, l'Égypte et les pays arabes, la Commission européenne et la Banque mondiale, la Norvège en tant que Présidente du Comité de liaison ad hoc, la Turquie et les membres du Quatuor. M. Ban a exprimé le souhait de voir M. Barack Obama faire de la paix au Moyen-Orient une des priorités de la nouvelle administration des États-Unis.

La réussite de cet effort dépendra aussi d'un accès « immédiat et élargi » à Gaza, a souligné le Secrétaire général, qui a plaidé en ce sens auprès des dirigeants israéliens, mais aussi de l'Égypte, qui doit veiller à ce que le matériel humanitaire puisse transiter par le point de passage de Rafah.

Au-delà de la reconstruction, il faudra aussi, pour réaliser des progrès politiques durables, que les Palestiniens relèvent le défi de la réconciliation et restaurent, de Gaza à Ramallah, un Gouvernement palestinien unifié sous l'égide de l'Autorité palestinienne légitime, a réitéré le Secrétaire général devant le Conseil de sécurité.

La crise à Gaza et dans le sud d'Israël, a-t-il estimé, est un symptôme de problèmes plus vastes et de conflits plus profonds qui exigent des solutions. La fin de la violence et la sécurité durable des Israéliens comme des Palestiniens passent par un règlement juste et global du conflit israélo-arabe, sur la base des résolutions du Conseil de sécurité et de l'Initiative de paix arabe, a-t-il rappelé.

Appelant à faire preuve de « volonté politique et à agir », le Secrétaire général a assuré qu'il veillerait à plaider en faveur de la fin de l'occupation entamée en 1967 et de la création d'un État palestinien coexistant en paix et en sécurité avec Israël et les autres pays de la région.

En début de séance, le Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, M. Jean-Maurice Ripert, de la France, a rendu, au nom des membres du Conseil, un vibrant hommage au représentant de la Jamahiriya arabe libyenne auprès des Nations Unies, M. Giadalla Ettlhi, qui s'appête à quitter ses fonctions.

---

\* *Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient*